

# Grand Débat National

## Réunion publique au Manège à Givet

Le vendredi 8 février 2019 de 18 h 00 à 22 h 00

### Synthèse des débats

<b>I. La Fiscalité et les dépenses publiques</b>	
<b>Problèmes soulevés – Questions évoquées</b>	<b>Propositions</b>
<ul style="list-style-type: none"><li>- Mauvaise information sur l'utilisation des impôts et des taxes.</li><li>- Système complexe et illisible : instauration de taxes sur les taxes</li><li>- Avec les taxes ajoutées aux impôts, on dédouble les prélèvements.</li><li>- la suppression des charges salariales comme patronales entrainerait l'instauration d'un impôt que l'Etat utiliserait comme bon lui semble. Les banquiers, les assureurs, feront main basse sur le social et les gens paieront encore plus cher</li><li>- Opacité sur le détail des dépenses publiques</li></ul>	<ul style="list-style-type: none"><li>- La taxe des carburants doit servir pour les énergies renouvelables dont les éoliennes.</li><li>- Simplification du système pour le rendre lisible par tous.</li><li>- Suppression de la CSG.</li> <li>- Ne plus fiscaliser ce qui est social et santé :</li> <li>- Plus de transparence sur les dépenses publiques.</li></ul>
	<ul style="list-style-type: none"><li>- L'Etat doit utiliser les impôts et taxes pour les domaines pour lesquels ils sont levés : taxe sur l'alcool pour le budget de la santé, taxe sur le gasoil pour la transition énergétique.</li></ul>
<ul style="list-style-type: none"><li>- Rendre plus juste la fiscalité.</li></ul>	<ul style="list-style-type: none"><li>- Chacun doit payer en fonction de ses revenus.</li><li>- Remise à plat de tout le système pour parvenir à une égalité et une justice pour tous.</li><li>- Répercuter la baisse des produits laitiers ou autres, sur les matières premières qui en dépendent.</li><li>- Partager équitablement les richesses</li></ul>

I. La Fiscalité et les dépenses publiques	
	<ul style="list-style-type: none"> <li>- La régularisation d'impôt due doit s'appliquer de la même façon aux riches (qui ont des avocats pour les défendre) qu'aux pauvres.</li> <li>- Mettre en place des mesures pour lutter efficacement contre l'évasion fiscale</li> <li>- Augmenter le nombre de tranches d'imposition</li> <li>- Rendre progressive la CSG pour une application différenciée</li> <li>- Réorienter les aides afin que ceux qui ne travaillent pas ne gagnent pas plus que ceux qui travaillent Procéder aux prélèvements à la source pour les multinationales.</li> </ul>
- Baisse de certains impôts	- TVA à taux réduit sur les produits de première nécessité (dont le gaz et l'électricité)
<ul style="list-style-type: none"> <li>- Est-ce normal de demander aux contribuables de faire des efforts supplémentaires et de leur demander dans le même temps d'assurer la retraite de 4 anciens Présidents de la République ?</li> <li>- Revoir les privilèges des Présidents de la République en retraite</li> </ul>	- Toutes les charges accessoires : chauffeur, secrétariat, bureau, ... sont à payer par les bénéficiaires et non plus par les contribuables.
<ul style="list-style-type: none"> <li>- A qui profite réellement l'augmentation récente de 10 % sur les produits d'alimentation ?</li> <li>- Quel effet positif génère l'augmentation sur le pot de Nutella pour les agriculteurs ?</li> </ul>	
- Aide indirecte de l'Etat aux grands groupes. Est-ce justifié ?	- Ces mêmes grands groupes devraient rendre des comptes sur le licenciement de leur personnel.
- Revoir les catégories de contribuables	- Augmenter les impôts des GAFAM
	- Rétablir l'ISF pour ceux qui ne redistribuent pas dans l'économie

<b>I. La Fiscalité et les dépenses publiques</b>	
<ul style="list-style-type: none"> <li>- Dépenses de soutien à l'économie comme le CICE et les APL qui reviennent dans la poche des investisseurs.</li> <li>- Des niches fiscales dans tous les secteurs de l'économie. Dès que les sociétés sont importantes, elles font de l'optimisation fiscale</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Supprimer des niches fiscales, les impôts qui ne servent à rien pour un retour d'argent dans les caisses de l'Etat.</li> </ul>
<ul style="list-style-type: none"> <li>- Les écoles privées doivent exclusivement fonctionner avec le paiement des familles utilisatrices</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Supprimer les aides aux écoles privées pour les redistribuer à l'enseignement public.</li> </ul>
<ul style="list-style-type: none"> <li>- Inégalité de traitement des citoyens (exemples les tarifs différents des cartes grises, d'un département à un autre)</li> </ul>	
<ul style="list-style-type: none"> <li>- Baisse des dépenses des collectivités territoriales, hors communes</li> </ul>	
<ul style="list-style-type: none"> <li>- Baisse du train de vie de l'Etat</li> </ul>	
<ul style="list-style-type: none"> <li>- Dette colossale de la France : le remboursement des emprunts n'est pas assuré actuellement, cette situation est extrêmement préoccupante</li> </ul>	
<ul style="list-style-type: none"> <li>- La suppression de la Taxe d'Habitation finira par être compensée par un nouvel impôt</li> </ul>	

<b>II. L'organisation de l'Etat et des services publics</b>	
Problèmes soulevés – Questions évoquées	Propositions
<ul style="list-style-type: none"> <li>- Fraude : détournement à petit niveau ou à grande échelle d'argent public</li> <li>- Circulation de fausses cartes vitales</li> <li>- Versement de retraites à des personnes décédées ou des prestations à des personnes qui ont quitté le territoire national.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Renforcer le contrôle de la fraude à la CAF, aux impôts, à la Sécurité Sociale...et pour cela mettre les moyens humains nécessaires (inspecteurs du travail, contrôleurs, ...) pour récupérer l'argent de la fraude.</li> <li>- Utiliser de manière plus efficace le numérique par des données croisées pour éviter de payer des prestations indues.</li> </ul>

<ul style="list-style-type: none"> <li>- Ressources plus importantes pour les fraudeurs que pour les travailleurs</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Lever le devoir de secret professionnel des assistantes sociales lorsqu'une fraude à l'argent public est constatée</li> </ul>
<ul style="list-style-type: none"> <li>- Beaucoup de doublons depuis la décentralisation : compétences à certains pour gérer les problèmes du quotidien, l'Etat s'étant gardé la partie noble. Problème d'écoute</li> </ul>	
<ul style="list-style-type: none"> <li>- Disparition des services publics, disparition des bureaux de poste dans les petites communes, nouvelle organisation du tri du courrier engendrant des rythmes infernaux pour les agents contraints à la mobilité</li> </ul>	
<ul style="list-style-type: none"> <li>- Décentralisation à la Région Grand Est : difficultés pour les Ardennais de joindre le centre de Strasbourg, surtout lorsqu'ils ne maîtrisent pas le numérique</li> </ul>	
<ul style="list-style-type: none"> <li>- Députés absents dans l'hémicycle</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Diminution de leur nombre</li> <li>- Paiement de leurs indemnités en fonction de leur présence</li> <li>- Baisse de leurs émoluments</li> <li>- Suppression de tous leurs avantages et de la gratuité de certains services,</li> <li>- Application des mêmes cotisations à leurs indemnités qu'aux salaires des Français, pour une plus grande justice sociale</li> <li>- Revoir les conditions et les montants des retraites des parlementaires</li> </ul>
<ul style="list-style-type: none"> <li>- Le Sénat sert-il encore à quelque chose ?</li> </ul>	
	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Revoir les salaires des 600 hauts fonctionnaires rémunérés plus de 14 000 € par mois,</li> </ul>

	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Revoir également les rémunérations des dizaines de fonctionnaires qui gagnent entre 5 000 et 1 0000 € par mois</li> </ul>
<ul style="list-style-type: none"> <li>- 40 ans de manque de courage politique de la part de tous les Présidents et gouvernements qui se sont succédé engendrant aujourd'hui cette accumulation de réformes à faire.</li> </ul>	
<ul style="list-style-type: none"> <li>- Dénigrement des ouvriers et employés pendant très longtemps</li> </ul>	
<ul style="list-style-type: none"> <li>- Absence d'écoute du peuple qui a abouti à la crise des Gilets Jaunes</li> </ul>	
<ul style="list-style-type: none"> <li>- Réforme des collèges et lycées : manque de moyens pour les écoles ardennaises, manque de formation des professeurs pour les options, creusement des inégalités entre les villes et les campagnes</li> </ul>	
<ul style="list-style-type: none"> <li>- Absence de professeurs de langues au collège et lycée de la Ville remplacés par des personnes de nationalité concernée qui ne sont pas des professeurs</li> </ul>	
<ul style="list-style-type: none"> <li>- Détournement de fonds dans le collège de la Ville par un fonctionnaire, non restitués à l'établissement pénalisant les enfants dans les différentes sorties et actions</li> </ul>	

### III. La transition écologique

Problèmes soulevés – Questions évoquées	Propositions
<ul style="list-style-type: none"> <li>- Enorme chantier : on n'a pas fait grand-chose à ce jour.</li> <li>- Comment financer la transition écologique qui pourrait coûter 15 milliards d'euros selon les experts</li> <li>- Comment va-t-on l'adapter à notre économie ?</li> <li>- Comment va-t-on pouvoir se déplacer demain ?</li> <li>- La gestion : un point faible en France : qui contrôle l'administration ? qui s'assure de la mise en œuvre des réformes et de la mise en œuvre des décrets d'application ?</li> </ul>	
<ul style="list-style-type: none"> <li>- Préconisation de l'électrique pour le transport : que fait-on des batteries qui seront inutilisables ? quelle transition écologique dans les pays où l'on va extraire les matières premières ?</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- La transition écologique oui mais sans mettre la charrue avant les bœufs, faire un état des lieux de ce qui pollue et de ce qui ne pollue pas.</li> </ul>
<ul style="list-style-type: none"> <li>- Que fait-on des déchets nucléaires ?</li> <li>- Déchets hautement radioactifs enterrés à Bure en profondeur sur des terrains parfaitement stables, stockage réversible avec comme objectif dans 30 ans de les brûler pour en faire des corps stables.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Développer la technologie des réacteurs à neutrons rapides. En brûlant ces déchets, on mettra en place nombre de nouveaux produits pour l'industrie.</li> </ul>
<ul style="list-style-type: none"> <li>- Regroupement de centres, Reims pour notre secteur, avec des conséquences sur le déplacement des personnes, utilisation de la voiture, pollution</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Revenir dans les "pays" où les gens ont localement des compétences et savent travailler. On aura moins de déplacements, moins de fumée, moins de pollution.</li> </ul>
<ul style="list-style-type: none"> <li>- Véhicules diesel: pourquoi sont-ils pollueurs en France mais pas en Afrique où ils sont vendus ? Nous vivons tous sur la même planète.</li> </ul>	
<ul style="list-style-type: none"> <li>- Absence de transports en commun dans les campagnes</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Mise en place de transports en commun pour faciliter le déplacement des personnes à un coût moindre</li> </ul>

<ul style="list-style-type: none"> <li>- Interdiction du diesel n'est pas une mesure écologique mais sanitaire, les grandes villes étouffent avec les particules fines, les panneaux solaires venus de Chine sont carbonés donc on produit davantage de CO<sub>2</sub>, l'éolien pose le problème du stockage de l'électricité, les modes de transport en commun routiers et ferroviaires sont trop souvent supprimés au profit de mode de transport individuel, problème d'efficacité par rapport aux objectifs qu'on devrait se fixer.</li> </ul>	
---	--

<b>IV. Démocratie et citoyenneté</b>	
Problèmes soulevés – Questions évoquées	Propositions
<ul style="list-style-type: none"> <li>- Urnes désertées</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Rendre le vote obligatoire</li> </ul>
<ul style="list-style-type: none"> <li>- Distances à parcourir lorsqu'on vit à la campagne pour trouver un emploi, pour s'inscrire à Pôle Emploi, déséquilibre en matière d'accès à l'emploi entre les villes et les campagnes.</li> </ul>	
<ul style="list-style-type: none"> <li>- Beaucoup trop de doublons depuis la décentralisation, compétences à certains pour gérer le quotidien, la partie noble reste gérée par l'Etat</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Plus d'écoute pour éviter la violence du peuple vis-à-vis de l'Etat</li> </ul>
<ul style="list-style-type: none"> <li>- Défiance face aux politiques</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Reconnaissance du vote blanc dans les élections</li> </ul>
<ul style="list-style-type: none"> <li>- Loi « anti casseurs » faite à la va-vite</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Actionner les lois déjà existantes plutôt que de créer des lois sur des lois. La loi « anti casseurs » donne trop de pouvoir aux Préfets, fonctionnaires de l'Etat</li> </ul>
	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Revenir à nos fondamentaux qui sont la liberté de s'exprimer, la liberté entre tous, la fraternité, l'égalité, la citoyenneté, la justice fiscale et sociale</li> </ul>

	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Renforcer nos acquis, ne pas les perdre comme la Sécurité Sociale,</li> <li>- Renouer avec le partage</li> </ul>
--	---

<b>V. Divers</b>	
Problèmes soulevés – Questions évoquées	Propositions
<ul style="list-style-type: none"> <li>- Multiplicité des caisses de retraite et financement des plus pauvres par les plus riches</li> <li>- Le montant global de ce qui est reversé sur les retraites n'a jamais été aussi élevé qu'aujourd'hui, le montant moyen des retraites n'a jamais été aussi élevé car les retraites des « entrants » sont plus élevées que celles de ceux qui décèdent. On a repoussé l'âge mais on n'a jamais envisagé la baisse de la retraite</li> <li>- Le problème de la dépendance : son financement n'a pas encore été évoqué.</li> <li>- Les retraités sont amenés à aider leurs petits-enfants voire arrière-petits-enfants</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Les conditions matérielles et financières de retraite doivent être les mêmes pour tous.</li> <li>- Indexation des retraites sur l'inflation pour bénéficier aux nombreuses petites retraites.</li> <li>- Pour financer notre système de retraite, il faut réduire les retraites maximales pour financer les retraites minimales.</li> <li>- Il faut s'occuper des petites retraites mais parler aussi de la solidarité intra-générationnelle</li> </ul>
<ul style="list-style-type: none"> <li>- Inégalité entre les territoires</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Doter les campagnes des mêmes conditions de confort en matière de transport, d'école, ... que dans les grandes villes.</li> </ul>
<ul style="list-style-type: none"> <li>- Versement injuste des prestations familiales aux familles dont les enfants sont placés</li> <li>- Mesures qui poussent ces mêmes familles à faire des enfants sans en assumer la responsabilité, avec comme seul objectif de s'assurer des revenus.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Versement de ces prestations aux établissements qui accueillent les enfants et qui manquent de moyens.</li> </ul>

<ul style="list-style-type: none"> <li>- Le pouvoir d'achat ne doit pas s'appuyer sur des primes aléatoires et réversibles qui peuvent être supprimées à tout moment. C'est un leurre.</li> <li>- La prime d'activité joue sur le calcul du droit à APL.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Augmenter le taux horaire du SMIC plutôt que d'augmenter la prime d'activité de 20 €</li> <li>- Autre proposition : plutôt que d'accorder une baisse des charges aux employeurs (exemple : 10 %), répartir cette baisse en accordant une baisse de charge moindre pour l'employeur (exemple : 5 %), la différence étant à accorder aux salariés.</li> </ul>
<ul style="list-style-type: none"> <li>- La rémunération des travailleurs détachés est plus favorable pour les entreprises françaises mais nuit gravement au recrutement des salariés nationaux</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Revoir les conditions particulières de la rémunération des travailleurs détachés</li> </ul>
<ul style="list-style-type: none"> <li>- Emploi : les chefs d'entreprise recourent parfois à des employés au noir en raison du coût des charges, employés qui sont parfois en situation irrégulière</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Pour certains, baisse des charges pour aider les entreprises à embaucher. Pour d'autre, fausse bonne solution car malgré les baisses de charges depuis les années 1980, aucune répercussion sur l'emploi.</li> </ul>
<ul style="list-style-type: none"> <li>- Inégalités numériques selon les territoires</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Desserte de tout le territoire pour permettre à chacun d'utiliser Internet, outil indispensable pour utiliser les sites de toutes les Administrations, dont les services de proximité sont supprimés</li> </ul>
<ul style="list-style-type: none"> <li>- Maisons de santé : coût élevé dans les maisons de retraite pour prestations médiocres : manque d'hygiène procuré aux personnes âgées, quota de couches par personne, ...le coût du séjour est parfois complété par la famille.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Les maisons de retraite doivent être à l'équilibre mais ne doivent pas faire de bénéfice, ces derniers devraient permettre d'apporter toujours plus de confort aux résidents. Les sociétés privées qui gèrent les maisons de retraite ne devraient pas être autorisées à le faire, car leur objectif est de gagner de l'argent sur le dos des personnes âgées</li> </ul>
<ul style="list-style-type: none"> <li>- Hôpital psychiatrique ardennais : réduction massive du nombre de lits malgré le nombre très important de malades, personnes laissées en souffrance, pas de moyens adaptés pour le personnel...</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Les priorités des services publics doivent être la santé, la sécurité, l'éducation</li> </ul>



<ul style="list-style-type: none"> <li>- Suppression de nombreux postes de Pôle Emploi dans la Région Grand Est (40) et tout particulièrement dans les Ardennes (17)</li>   <li>- la réforme sur la formation professionnelle est-elle vraiment en adéquation avec le territoire ?</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Plus de moyens humains et financiers pour tous les services de l'Etat</li>   <li>- Modifier les critères de choix dans les propositions d'emplois, ne pas limiter les offres aux secteurs d'économie dont dépendait le chômeur lorsqu'il était en activité.</li> <li>- Concertation entre le gouvernement, les responsables de Pôle Emploi, les Maires, les Chefs d'entreprise pour s'assurer de cette adéquation,</li> <li>- Ne pas lier la demande de formation à la promesse d'un engagement d'une entreprise.</li> </ul>
<ul style="list-style-type: none"> <li>- Restos du Cœur</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Amener les magasins et les grandes surfaces à être solidaires pour offrir des denrées.</li> </ul>
<ul style="list-style-type: none"> <li>- Scolarisation des enfants handicapés : manque d'établissements en France et manque de dispositions pour aider au transport des enfants vers les structures adaptées belges.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Ouverture d'établissements spécialisés permettant l'accueil de tous les enfants qui retrouveront ainsi une vie sociale.</li> </ul>

***Le secrétariat,***

***Sabine Balay    Karine Leclercq    Nathalie Ménestret    Zohra Zaïdi***

***L'animateur du débat***

***M. Michel Maucort***